

Europe

# ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN SLOVAQUIE : UN SIGNAL FORT DANS UNE DÉMOCRATIE FRAGILISÉE ?

Pavel Rehor

01/04/2019

**L'élection plus qu'aisée de Zuzana Caputova, candidate écologiste et anti-corruption, à la présidence de la République slovaque a été unanimement saluée et est interprétée comme un signe d'espoir et une volonté claire de renouveau politique dans un pays encore meurtri par l'assassinat, l'an dernier, du journaliste d'investigation Jan Kuciak et par la grave crise politique qui avait suivi. Pavel Rehor, étudiant en science politique et spécialisé sur les problématiques politiques des pays d'Europe centrale et orientale, décrypte la portée concrète de cette élection dans un pays à la démocratie fragilisée.**

La large élection de Zuzana Caputova à la présidence de la République slovaque le 30 mars 2019 a été plutôt bien accueillie par la communauté européenne. Il est vrai que, d'un premier abord, elle présente un profil « progressiste » intéressant : anti-corruption, pro-européenne, pour l'écologie, pour un accès généralisé à l'IVG (interruption volontaire de grossesse) ou encore pour une reconnaissance accrue des droits pour les couples homosexuels. Cette candidate encore méconnue du grand public il y a peu a réussi à susciter un espoir de renouveau politique dans un pays encore sous le choc de l'assassinat, il y a tout juste un an, du journaliste d'investigation Jan Kuciak, assassinat à l'origine d'une grave crise politique ayant entraîné la démission rapide du président du gouvernement de l'époque, le social-démocrate Robert Fico, alors au pouvoir depuis 2012.

Cette élection peut-elle vraiment signer l'avènement d'une nouvelle ère politique dans un pays aux fortes suspicions de corruption et au virage populiste clairement assumé depuis des années ? Bien que le poste de président de la République slovaque soit avant tout symbolique, l'élection au suffrage universel direct d'une candidate issue de la société civile pourrait-elle néanmoins constituer le point de départ d'un renouvellement plus large de l'élite politique slovaque, notamment en prévision des élections législatives qui se tiendront l'an prochain ? Que révèle-t-elle de ce pays ?

Enfin, parler de la Slovaquie ne peut qu'amener à s'interroger sur d'autres pays d'Europe centrale et orientale dont les démocraties sont de plus en plus pointées du doigt du fait d'un développement significatif du populisme. Mettre en corrélation et analyser l'ensemble de ces situations politiques constituent les objectifs de cette note, tout comme la nécessité de relativiser la portée de cette élection qui ne changera sans doute pas les fondamentaux d'une démocratie slovaque fragilisée depuis un certain temps.

## **L'élection de Zuzana Caputova : le début d'une ère de changement ?**

L'élection présidentielle slovaque des 15 et 30 mars 2019 a vu l'élection plus qu'aisée de Zuzana Caputova à la magistrature suprême (à 58,41% des suffrages ; elle avait déjà recueillie 40,57% des suffrages dès le premier tour, loin devant son concurrent Maros Sefcovic, pourtant l'un des vice-présidents de la Commission européenne et soutenu par la coalition au pouvoir, qui n'a obtenu que 18,66% des suffrages). L'élection de cette avocate de 45 ans, spécialisée dans les questions de protection de l'environnement, a été plutôt bien accueillie par l'ensemble de la communauté européenne. Il est vrai que cette candidate encore méconnue il y a peu présente un profil progressiste intéressant dans le contexte d'une Union européenne (UE) de plus en plus contestée. Son seul slogan de campagne « Fais face au mal » suffit à saisir la problématique majeure de la campagne comme de l'ensemble de la vie politique slovaque : la lutte contre la corruption.

Il faut le rappeler ici : il y a à peine un an, le pays traversait une grave crise politique. L'assassinat en février 2018 du journaliste d'investigation Jan Kuciak et de sa compagne Martina Kusnirova a en effet provoqué un séisme au sein de l'ensemble de la société et de la sphère politique. Ce journaliste de seulement 27 ans enquêtait pour le compte de *Aktuality.sk*, site web d'investigation très lu dans le pays ; il s'était d'ailleurs spécialisé dans les enquêtes sur les affaires de corruption dans les milieux d'affaires et politiques et il avait une parole qui comptait dans le débat public. Surtout, Jan Kuciak, au fil de ses enquêtes, avait contribué à faire émerger des suspicions de plus en plus fortes à l'égard du président du gouvernement de l'époque et véritable détenteur du pouvoir exécutif, le social-démocrate Robert Fico. S'il avait ainsi déjà été amené à enquêter sur un possible cas de fraude fiscale qu'aurait commise le propriétaire du complexe immobilier dans lequel Robert Fico résidait, il enquêtait précisément au moment de sa mort sur l'implantation en Slovaquie de la mafia calabraise *'Ndrangheta* et sur de possibles liens qu'elle pouvait entretenir avec le personnel politique slovaque dont Robert Fico. Ce dernier ne cachait d'ailleurs plus son animosité profonde envers la presse et les journalistes, les qualifiant tour à tour de « sales prostituées anti-slovaques », de « simples hyènes idiotes » ou encore de « serpents visqueux ». Cet assassinat a

ainsi renforcé ces suspicions et entraîné une grande vague de manifestations contre la corruption en Slovaquie, dont plusieurs le 2 mars 2018 rassemblant des milliers de personnes dans tout le pays – 25 000 rien qu'à Bratislava, du jamais-vu depuis les événements de la Révolution de velours de 1989. Après avoir fait tomber plusieurs membres du gouvernement de l'époque – le ministre de la Culture, Marek Mad'aric, et le ministre de l'Intérieur, Robert Kalinak –, cette vague de contestations a finalement eu raison du président du gouvernement lui-même qui a remis sa démission le 14 mars 2018.

Ces faits sont encore tout frais dans l'opinion publique et l'élection comme présidente de la République d'une candidate farouchement anti-corruption peut bien évidemment être perçue comme une réponse directe à cette crise récente. Il y a une volonté claire de renouveau politique. Néanmoins, la place politique réelle du poste de président de la République slovaque reste très minime et sa capacité à peser sérieusement dans le débat public national et à influencer le cours de la vie politique est très faible. Bien qu'il existe de nombreux régimes politiques dans lesquels le chef de l'État jouit d'un rôle essentiellement protocolaire tout en disposant de prérogatives propres pouvant perturber la vie politique, le président de la République slovaque est cantonné à un rôle cérémoniel (nomination du président du gouvernement, des ministres,...) et sa principale prérogative réside dans sa capacité à apposer son veto sur tout projet de loi en cours, veto qui peut cependant être outrepassé si ce projet de loi est une nouvelle fois votée à la majorité des membres du Conseil national (Parlement), ce qui ne contribue donc pas vraiment à renforcer son poids. Curieusement, le président de la République slovaque ne dispose pas par exemple du pouvoir de dissoudre le Conseil national afin de provoquer des élections anticipées. Or, c'est une prérogative qui pourrait tout à fait répondre à une crise politique, à l'image de celle traversée l'an dernier. C'est ainsi que pour manifester son soutien à la démarche des manifestants, le président actuel, Andrej Kiska, n'avait eu d'autre choix que de lui-même prendre part à certaines manifestations, tel un citoyen comme les autres.

Dans ces conditions, l'élection d'une candidate progressiste comme chef de l'État aux positions très ouvertes (pro-IVG, pro-UE, pour la défense de l'environnement, pour une reconnaissance accrue des droits des couples homosexuels) et de plus, première femme présidente de la Slovaquie – les femmes étant encore trop peu nombreuses à avoir accédé à la magistrature suprême au sein de l'Union européenne –, est un signe encourageant. D'autant qu'elle l'a emporté face à un candidat du parti au pouvoir, actuel vice-président de la Commission européenne et donc très implanté dans le paysage politique national et européen. Mais au vu de son poids politique réel, on peut douter fortement du fait que cette élection mettra un terme aux difficultés que traverse actuellement la démocratie slovaque, d'autant que ce pays a une longue tradition de fragilité démocratique.

## Un pays à la démocratie fragilisée depuis l'indépendance de 1993

L'engouement provoqué par l'élection de Zuzana Caputova n'est pas sans rappeler celui déjà ressenti il y a seulement quatre ans, au moment de la dernière élection présidentielle. Déjà, l'élection de l'homme d'affaires et philanthrope Andrej Kiska, novice en politique, indépendant de toute forme partisane et déjà farouche opposant de la corruption, avait laissé entrevoir une nouvelle manière de voir la politique. D'autant qu'il l'avait emporté au second tour face au président du gouvernement Robert Fico dont l'élection aurait quant à elle laissé augurer une personnalisation du régime puisque Robert Fico et son parti (SMER-SD) auraient alors eu la main sur l'ensemble des strates du régime. Le candidat Kiska avait ainsi bénéficié du soutien d'une grande partie des candidats, inquiets d'une possible concentration des pouvoirs en cas d'élection de Robert Fico.

Si quatre ans plus tard, nous en sommes toujours au même point, c'est bien parce que l'élection d'Andrej Kiska n'a absolument pas bouleversé le cours de la vie politique. Robert Fico, malgré ce revers personnel, est resté chef du gouvernement et le SMER-SD, bien qu'ayant perdu sa majorité absolue, est sorti vainqueur des élections législatives de 2016 avec 28,28 % des suffrages. Faisons maintenant un petit aparté sur ce personnage très implanté dans le paysage politique slovaque puisqu'il a été au pouvoir pendant dix ans (une première fois de 2006 à 2010 puis une seconde fois entre 2012 et 2018) depuis l'indépendance du pays, le 1<sup>er</sup> janvier 1993. D'ailleurs, sa démission suite à la crise de février 2018 peut être vue comme un leurre puisque non seulement le SMER-SD est toujours au pouvoir mais c'est Peter Pellegrini, le vice-président du gouvernement Fico de l'époque et son principal bras droit, qui est simplement devenu le nouveau président du gouvernement. Robert Fico, quant à lui, est toujours le président officiel du SMER-SD, on peut donc tout à fait penser qu'il exerce encore une influence considérable depuis ce poste.

L'arrivée au pouvoir de ce personnage en 2006 à la suite des élections législatives a considérablement modifié le paysage politique slovaque. Il représente officiellement, de par son parti le SMER-SD, le courant de la social-démocratie. Il est d'ailleurs vrai qu'il a réussi à mener une politique plutôt fidèle à la pensée sociale-démocrate – refus d'une politique d'austérité face à la crise financière de 2008, réduction de la taxe sur la valeur ajoutée sur certains produits, réaffirmation de l'attachement à l'UE avec adoption de l'euro dès 2009, faisant ainsi de la Slovaquie le premier pays de l'ex-bloc soviétique à accepter la monnaie unique ou encore mesures avantageuses pour les étudiants ou les retraités –, mais il a très rapidement changé de trajectoire en se tournant vers une forme populiste dans sa pratique du pouvoir, notamment parce qu'il a toujours gouverné en coalition avec le Parti national slovaque, parti de droite nationaliste. La constitution de cette coalition en 2006 avait d'ailleurs valu au SMER-SD une suspension du Parti socialiste européen (PSE), avant d'être finalement réintégré dès 2008. Le facteur identitaire a

constitué une dimension importante de la politique menée : il y eut par exemple de fortes tensions avec la minorité hongroise du pays (minorité importante d'environ 450 000 personnes sur un pays de 5,5 millions d'habitants, soit environ 10% de la population totale), notamment avec l'adoption, en 2009, d'une loi sur la langue d'État, interdisant l'utilisation de langues minoritaires dans les administrations et imposant l'utilisation du slovaque dans les espaces publics, ou encore en menaçant de déchoir de la nationalité slovaque tous les Hongrois de Slovaquie qui accepteraient la proposition du gouvernement hongrois d'accorder un passeport hongrois à l'ensemble des « Hongrois de l'étranger ». De même que la crise migratoire rencontrée par l'ensemble des pays européens l'a rendu critique à l'égard de l'Union européenne et de ses « diktats » quant aux quotas de migrants proposés par la Commission européenne pour chaque État membre – la Slovaquie a refusé d'accueillir tout migrant – et l'a conduit à mener une campagne ouvertement xénophobe lors des élections législatives de 2016, déclarant tour à tour que l'islam n'avait pas « vocation à s'implanter en Europe car il ne peut s'y intégrer », qu'il souhaitait « surveiller chaque musulman du pays » ou encore qu'il n'admettrait « jamais un seul musulman sur le territoire de la Slovaquie ».

Au regard de l'histoire de la Slovaquie indépendante, l'émergence de Robert Fico sur la scène politique nationale, la politique qu'il a conduite et les fortes suspicions de corruption dans le pays ne relèvent pas complètement du hasard puisque ce pays a connu une mutation très importante dans ses fondements en très peu de temps. Dès la séparation de la Tchécoslovaquie et la constitution de l'État slovaque indépendant en 1993, il a fallu d'emblée procéder à une transition économique. La Tchécoslovaquie ayant été affiliée à l'Union soviétique, il a fallu très rapidement passer d'un système de gouvernance communiste où l'économie était très étatisée à une économie plus libérale. C'est sous la houlette de Vladimir Meciar, premier président du gouvernement slovaque entre 1993 et 1998 et principal artisan de la séparation de la Tchécoslovaquie (avec son homologue tchèque Vaclav Klaus), qu'a donc été menée une vaste campagne de privatisations des entreprises, permettant à chaque citoyen de souscrire à des parts dans un fonds d'investissement. Cependant, la majeure partie de ses fonds ayant toujours été contrôlés à différents degrés par l'État, cela a abouti à un relatif manque de transparence et à une opacité dans certaines acquisitions puisque certains proches du pouvoir ont ainsi pu acquérir des entreprises à très bas prix et engranger des profits personnels. Les suspicions de liens parfois opaques qui peuvent exister entre le monde politique et le monde des affaires se sont institutionnalisées notamment suite à ce processus. L'adhésion à l'UE en 2004 a vu s'ajouter d'autres suspicions autour de possibles fraudes aux subventions européennes allouées à ces mêmes entreprises. La publication d'un rapport en décembre 2011, précisément sur des cas de corruption liés à cette vague de privatisations, avait déjà sensiblement heurté l'opinion publique, donnant ainsi lieu à l'Affaire *Gorila* ; l'enquête sur laquelle Jan Kuciak travaillait au moment de son assassinat portait d'ailleurs aussi sur de possibles fraudes aux subventions européennes agricoles organisées par la mafia

calabraise. C'est dans le cadre de cette enquête qu'il avait mis au jour de possibles liens entre cette mafia et certaines personnalités politiques.

S'ajoute à cela le fait que la Slovaquie, depuis son indépendance, a majoritairement été gouvernée de manière autoritaire, s'attirant parfois même des critiques de la part des autres pays européens. Les différents gouvernements de Vladimir Meciar, « l'homme des privatisations », ont souvent été qualifiés d'autoritaires, notamment du fait de ses alliances avec des partis nationalistes et des pratiques clientélistes favorisant son maintien au pouvoir. Ce mode de gouvernance a ainsi failli mettre la Slovaquie au ban des différents élargissements de l'Union européenne : le pays y a finalement adhéré au moment du grand élargissement de 2004, très favorable aux pays d'Europe centrale et orientale mais ce problème de gouvernance a bel et bien retardé l'adhésion de la Slovaquie à l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) puisque, contrairement à l'ensemble de ses autres partenaires du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne et République tchèque qui y ont tous adhéré en 1999), il n'y a adhéré qu'en 2004.

La démocratie slovaque s'est donc toujours vue perturbée par des élans autoritaires et populistes et fragilisée par les suspicions de plus en plus fortes quant à une corruption large du personnel politique. Ce climat de défiance règne donc depuis plus de vingt ans et l'élection de Zuzana Caputova, bien qu'elle puisse envoyer, encore une fois, un signal positif pour l'image du pays en Europe et dans le monde, ne s'accompagnera pas forcément d'un changement radical des pratiques politiques en cours. Mais le cas slovaque amène forcément à interroger les situations d'autres pays d'Europe centrale et orientale, qui connaissent eux aussi un développement significatif des populismes et inquiètent, pour certains, la communauté européenne et internationale.

## **Une région pionnière dans le développement des populismes ?**

Le développement du populisme est de plus en plus constaté au sein des pays d'Europe centrale et orientale. Cette région semble même en devenir une sorte de laboratoire. Pour ne citer que les pays membres du groupe de Visegrad, il y a, en plus de la Slovaquie, le cas de la Pologne ou de la Hongrie, dont les dirigeants (Jaroslaw Kaczynski pour la Pologne et Viktor Orban pour la Hongrie) se font les chantres de la doctrine de la « démocratie illibérale ». Cette nouvelle vision du régime politique repose sur une conviction qu'un régime basé sur la défense exclusive des droits et libertés de chacun ne constituait pas le meilleur des régimes, qui plus est, capable de contenter le peuple. Ce même peuple, dont la parole ne doit plus être susceptible d'être contestée par des instances indépendantes du pouvoir exécutif (majoritairement les Cours suprêmes ou des autorités administratives indépendantes), justifie ainsi que l'exécutif y procède à des nominations de

personnalités proches des cercles du pouvoir.

Le cas de la République tchèque est tout aussi intéressant puisque l'accession récente aux responsabilités de l'entrepreneur millionnaire Andrej Babis a laissé émerger une forme de populisme plus axé sur une « privatisation » de la méthode de gouvernance. Il a, en effet, fait savoir à plusieurs reprises qu'il souhaitait gouverner l'État à la façon d'une entreprise tout en luttant contre toute forme possible de corruption. Mais là encore, un parallèle peut être fait avec la Slovaquie puisque la République tchèque a également connu une importante vague de privatisations et il existe de fortes suspicions de corruption sur la personne d'Andrej Babis lui-même qui est, quant à lui, directement dans le collimateur de la justice dans le cadre d'une affaire de potentielle fraude aux subventions européennes dans l'affaire du « Nid de cigognes ». Son approche très opportuniste du pouvoir et ses promesses d'actions au gré des circonstances contribuent également à inquiéter certains pays européens concernant l'avenir de cette forme de gouvernement.

Il faut maintenant se demander pourquoi le populisme semble ainsi prospérer dans une région dont les situations économiques sont globalement bonnes (taux de croissance au dessus de 4% pour l'ensemble des pays du groupe de Visegrad, taux de chômage de 3% en République tchèque, soit le plus bas taux de l'UE,...). Il semble que l'ensemble de ces populismes convergent vers la défense de l'identité d'une nation, combat qui s'est renforcé à la suite des différentes crises migratoires puisque ces pays ont dans leur ensemble refusé d'accueillir des migrants. Ces pays présentent par ailleurs les plus forts taux de rejet de l'islam parmi l'ensemble des pays européens. La défense de la souveraineté nationale semble également être une part importante des programmes de ces différents mouvements populistes puisque les prérogatives de plus en plus larges des institutions de l'Union européenne sont régulièrement prises pour cibles par ces mouvements.

Dans ce contexte, si l'élection de Zuzana Caputova pouvait paraître susceptible de donner un nouveau souffle à la vie politique slovaque, au vu de l'histoire de ce pays, du poids politique très marginal du président de la République slovaque et de la situation dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale, on peut sévèrement en douter. Sauf que celle-ci intervenant tout juste un an après le traumatisme de l'assassinat de Jan Kuciak, il semble néanmoins clair que le pays soit en quête d'un renouveau politique. Ce n'est en tout cas pas au cours de cette élection que le véritable pouvoir exécutif sera désigné. Dans le cas de la Slovaquie, il faudra attendre les élections législatives de 2020.